



# la Lettre d'ENSEMBLE!


## Solidarité avec le peuple afghan

### Résister aux régressions sociales

Nous n'en avons pas fini avec le virus et la meilleure manière d'y arriver demeure la vaccination de la population (voir article au verso). C'est pourquoi, même si nous ne sommes pas d'accord avec la manière dont Macron a procédé et si le pass sanitaire pose des problèmes quant aux libertés publiques, ENSEMBLE ! n'a pas appelé à participer aux manifestations de cet été. D'autant que l'extrême-droite y a prospéré, ainsi que des slogans antisémites.

Mais des régressions sociales se préparent, notamment avec une réforme de l'assurance chômage qui appauvrira les privé.es d'emploi. C'est la mobilisation unitaire qui peut seule l'empêcher. De la même manière, il conviendra de refuser les mesures répressives contre les salarié.es de la santé ou d'autres secteurs non vacciné.es. Il faut convaincre, pas contraindre.

#### Nous contacter :

 [contact@ensemble-fdg.org](mailto:contact@ensemble-fdg.org)

 @Ensemblefrontdegauche

 @Ensemble\_FdG



Les Etats-Unis et les Occidentaux se retirent en abandonnant les Afghanes et les Afghans. Le départ des troupes américaines, après 20 ans de guerre et d'occupation, permet un retour au pouvoir triomphal des Talibans. Pour les puissances occidentales, les Etats-Unis au premier chef bien sûr, mais aussi leurs alliés occidentaux, dont la France, le fiasco est total.

C'est celui des politiques impérialistes et guerrières menées depuis Bush. Celles-ci alliant cynisme et incohérences. Ainsi, les Talibans, suite aux dissensions entre les groupes de moudjahidines après la victoire sur le régime pro-soviétique, ont d'abord été instrumentalisés par le Pakistan et les Etats-Unis, pour prendre le pouvoir à Kaboul. C'est après le 11 septembre 2001, qu'ils ont été dénoncés comme les suppôts du terrorisme international et des ennemis mortels de l'Occident. Alors que leur principal soutien, le régime pakistanais, n'en demeurait pas moins l'allié de Washington dans la région. On pourrait aussi dans un registre voisin évoquer la relation privilégiée entre La France et le Qatar.

Une fois encore démonstration est faite que les proclamations de défense de la démocratie et des droits humains, ceux des femmes en premier lieu, pèsent peu au regard des intérêts impérialistes. Lesquels imposent leur lot d'oppression et de corruption, privant les peuples de leurs droits. De cette terrible leçon, c'est toujours le peuple qui en paie la note.

Biden, et Macron lui fait écho, peut bien proclamer "*mission accomplie*". Il occulte ainsi l'échec, après l'Irak, des projets de "*nation building*". L'évidence est là d'un échec de la politique menée au long des dernières décennies, des conséquences négatives de celui-ci au regard des crises que connaît la région et au-delà, de la situation désastreuse dans laquelle le peuple afghan est abandonné.

Il faut exiger du gouvernement français qu'il ne se paye pas de mots. Tout doit être fait pour assurer la sécurité et l'accueil des Afghanes et Afghans qui veulent se réfugier en France et en Europe, à commencer par ceux et celles qui ont travaillé au service de la présence française, ainsi que celles et ceux qui sont directement menacés par le nouveau pouvoir et demandent l'asile.

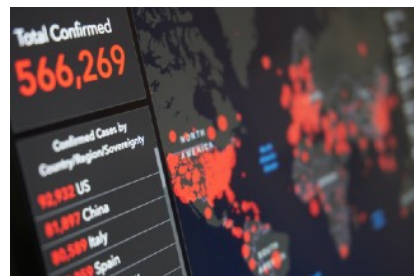
Il est scandaleux d'agiter le spectre de "*flux migratoires irréguliers importants*" dont il faudrait se protéger, comme le fait Macron, alors qu'il s'agit de répondre à la demande légitime de personnes dont la sécurité est menacée, situation dont sont responsables au premier chef les puissances occidentales.

Sur le plus long terme il s'agit de maintenir les soutiens aux Afghanes et Afghans, aux organisations qu'ils se sont démocratiquement donné, cela dans un pays qui est appelé à connaître de nouveaux soubresauts et de considérables difficultés.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

## COVID

### Une situation sanitaire qui se dégrade



Cette fin d'été est marquée par le développement d'une 4<sup>e</sup> vague de contamination par le COVID19. Particulièrement marquée aux Antilles et en Polynésie elle touche aussi des régions métropolitaines avec une nouvelle hausse des malades hospitalisés et en réanimation. D'une part cette situation est la conséquence du retard à la vaccination générale qui s'impose pour enrayer la diffusion d'un virus delta plus contagieux et touchant des personnes de plus en plus jeunes. D'autre part elle est la conséquence de la manière dont a été gérée la fin du couvre-feu en juin avec des messages laissant entendre que la pandémie était sous contrôle, entraînant un relâchement assez massif des mesures barrières et une baisse du rythme de la vaccination. Fin juin les médias étaient pleins d'images de restaurants, bars, discothèques, etc. ouverts ou se préparant à rouvrir. Les messages sur les gestes barrières étaient oubliés.

### L'incohérence de la politique gouvernementale et l'hypocrisie de Macron

La campagne de vaccination a été insuffisamment accompagnée de débats et d'efforts d'explication et de sensibilisation aux enjeux de l'élargissement rapide de la couverture vaccinale et à la compréhension des mécanismes du vaccin. Le tout dans un climat de méfiance compte tenu de la manière dont la crise a été gérée depuis son commencement : de manière autoritaire, exclusivement d'en haut, avec des mensonges sur les masques, les tests, le matériel, alors que les fermetures de lits et les restructurations de l'hôpital public se poursuivent et affectent ses capacités à faire face à la situation sanitaire.

*La défiance à l'égard de la vaccination marque l'étendue de la défiance vis-à-vis des grands laboratoires et vis-à-vis des institutions de santé publique et du gouvernement qui ont multiplié les injonctions contradictoires mais toujours autoritaires, et qui sont au quotidien les acteurs d'une maltraitance généralisée des personnels de santé.*

Cette politique incohérente se retrouve dans la manière dont le Pass sanitaire a été mis en œuvre : annoncé le 12 juillet par allocution télévisée, avec un débat parlementaire verrouillé, et des modalités peu compréhensibles. Il en faut un dans les TGV mais pas dans les TER ou les métros urbains, il est imposé pour des activités en plein air alors qu'il y a très peu de risques de contamination, mais les magasins et centres commerciaux restent fréquentables sans restriction...

Les menaces de sanctions sur les salariés n'ont pas arrangé les choses : suspension de salaires et menaces de mise à pied. Voilà une bien étrange campagne de santé publique alors qu'il faudrait prendre de vraies mesures incitatives, comme par exemple un congé automatique de 24 heures après vaccination sans prélèvement du jour de carence.

Toutes ces incohérences ont ouvert un boulevard à la mouvance antivax, à l'extrême-droite qui l'anime et au complotisme qui inonde les réseaux sociaux de fake news ou d'annonces apocalyptiques.

En réalité tout cela met en danger une issue à la crise sanitaire par la vaccination qui est à ce jour la seule approche ayant fait ses preuves : l'immense majorité des personnes hospitalisées sont non-vaccinées. Même si vacciné on peut être contaminé, la contagiosité est faible et raccourcie en durée. La dramatique situation antillaise est là aussi pour en témoigner et le rajeunissement des malades justifie une vaccination étendue pour tous et toutes et qui ne soit pas réservée aux seules personnes à risque.

*Alors que les vaccins demeurent aujourd'hui la clé de la lutte contre une pandémie mondiale dont les effets sont toujours dévastateurs, il serait absurde de considérer le consentement à la vaccination générale comme un référendum pour ou contre Macron.*

Bien sûr l'hypocrisie de Macron est totale : ici il se présente comme le champion de la lutte contre le covid, mais au plan international il continue, avec les représentants de l'Union Européenne, de s'opposer à l'OMC à la levée des droits sur les brevets, protégeant ainsi les producteurs de vaccins et leur exclusivité commerciale et empêchant de produire plus vite beaucoup plus de doses vaccinales. Ce positionnement politique favorise directement l'apparition de variants et fait courir le risque de voir apparaître des variants plus agressifs et surtout échappant au vaccin actuel.

C'est pourquoi, nous continuons d'exiger la levée des droits sur les brevets et la réquisition des entreprises pouvant les produire articulée à la campagne de vaccination générale. Pour gagner l'élargissement de la couverture vaccinale, qui est un impératif de santé publique, il faut une démarche de conviction et « d'aller vers » associant au plan local les organisations syndicales, le monde associatif et les citoyens.

